

partie du coût total. Ce sont les capitalistes d'outre-mer qui en fournissent la différence.

Une fois que toutes ces lignes subventionnées seront construites, nous aurons un nouveau réseau qui sera un facteur important, ajouté à notre système de voies ferrées. Chaque mille de ce réseau, lorsqu'il sera complètement parachevé et pourvu de tout le matériel d'exploitation, coûtera au moins \$30,000. La construction de ces nouvelles lignes subventionnées nécessitera une dépense énorme à laquelle nous n'aurons contribué que pour la somme de \$7,298,567 88. Les \$10,000,000 que nous demandions à emprunter étaient donc destinés, pour une large part, à couvrir les subventions accordées pour la construction de ces voies ferrées et la balance devait être employée à d'autres constructions d'une grande importance.

Les sommes énormes dépensées dans la province ont dû contribuer largement au développement de notre commerce et de nos industries et donner de l'emploi à des milliers d'ouvriers. Tous les travaux que nous exécutons ne peuvent qu'ajouter à la valeur de la propriété nationale, car il ne faut pas perdre de vue que toutes ces voies ferrées restent à la Province, quels qu'en soient les propriétaires, et que les trois quarts du capital requis pour ces grands travaux sont fournis par les capitalistes européens. C'est déjà une grande compensation pour les sacrifices que nous nous sommes imposés pour assurer le succès de ces entreprises. La Province ne pouvait rester stationnaire quand tout avance autour d'elle, surtout quand le gouvernement fédéral a dépensé des centaines de millions pour créer des grandes voies ferrées dans l'ouest, pour attirer une émigration étrangère, plutôt hostile que favorable à nos institutions.

Il est permis à ceux qui voudraient voir notre province écrasée, réduite à l'insignifiance, de crier contre cette politique. Mais ceux qui ont du cœur, de l'intelligence et du patriotisme accepteront sans murmurer les conséquences d'une politique adoptée par les deux partis, et accueillie avec faveur par la province.

EMPRUNTS

Les adversaires du gouvernement Mercier ne tarissent pas sur le sujet de la dette publique. S'il fallait les croire, cette dette a pris une telle extension qu'elle met en danger notre crédit, nos institutions et notre existence comme province. Rétablissons la vérité des faits et constatons l'inanité de ces prétentions, tout en démontrant que, si la dette est aussi élevée, cela n'est certainement pas dû entièrement à notre politique, car il ne faut pas oublier qu'avant notre arrivée au pouvoir il existait une dette composée d'emprunts à long terme de \$18,155,013.33. Si vous ajoutez à cette somme l'emprunt de 1888, destiné à solder les obligations de nos prédécesseurs, dont le produit net est de \$3,378,896.33, vous arrivez à la somme de \$21,533,909.66. Sur une dette fondée de \$25,104,266.00, il n'y a que le produit de l'emprunt de 1891 \$3,707,530.00, dont nous sommes responsables. La balance de \$10,000,000 que nous étions autorisés à emprunter devait être requise au fur et à mesure que l'exigence des travaux publics rendrait la chose nécessaire. Il est évident par les chiffres que je viens de vous soumettre que les accusations de nos adversaires ne sont pas fondées. D'ailleurs comme j'ai déjà eu occasion de le démontrer, les emprunts étaient tout à fait admissibles du moment qu'ils passaient par leurs mains, et devenaient condamnables et ruineux du moment que le pouvoir leur était enlevé.